

L'Organisation Mondiale des Agriculteurs Cible de Nouveaux Marchés, et des Investissement

Par Friday Phiri



Sacs de maïs au Dépôt de l'Agence de Réserve de Nourriture à Kasiya, district de Pemba, sud de la Zambie. Crédit: Friday Phiri/IPS

LIVINGSTONE, Zambie, 29 avril 2016 (IPS) - « Pas de Fermier, Pas de Nourriture », est un vieux slogan que l'Union National des Fermiers de la Zambie utilise encore. Certaines personnes le considèrent comme un cliché, mais il pourrait regagner sa place en Histoire car l'agriculture est de plus en plus considérée comme la réponse à plusieurs besoins critiques du monde tels que l'alimentation, les emplois durables et sources de revenus pour les populations rurales pauvres.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'investissement agricole est l'une des stratégies les plus importantes et efficaces pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les zones rurales où vit la majorité des populations les plus pauvres. Les données disponibles ([Compte-rendu du Développement du Monde 2008. Agriculture pour le développement](#)), indique que le produit intérieur brut (PIB) dans l'agriculture est au moins deux fois plus efficace pour réduire la pauvreté que la croissance provenant d'autres secteurs.

Armés de cette preuve, la trajectoire de développement du monde a ces dernières années, mis l'accent sur l'agriculture et comment le secteur pourrait stimuler la lutte contre la faim et l'extrême pauvreté, deux des principaux obstacles du monde à la réalisation du développement durable. Et la prochaine Sixième Assemblée générale de

[l'Organisation Mondiale des Agriculteurs](#) prévue pour mai en Zambie, sera dominée entre autres, par l'investissement agricole et les liens commerciaux.

Sous le thème: Associations pour la croissance, la conférence est prête à délibérer sur les moyens d'encourager les partenariats et les investissements agricoles visant à améliorer l'environnement économique et la subsistance de ce groupe de producteurs, dont la plupart vivent dans les zones rurales.

La FAO estime qu'un investissement supplémentaire de 83 milliards de dollars sera nécessaire chaque année pour combler l'écart entre ce faible et pays à revenu intermédiaire ont investi chaque année au cours de la dernière décennie et ce qui est nécessaire en 2050.

Mais pour des pays en développement comme la Zambie, d'où proviendrait ce genre d'investissement ?

Pour Evelyn Nguleka, Présidente de l'Union National des Fermiers de la Zambie (ZNFU), accueillir l'événement de cette année est l'occasion pour la Zambie de se commercialiser en tant que destination préférée d'investissement agricole.

«Nous avons la terre, l'eau, les ressources humaines et un bon climat qui soutient la culture de toutes sortes de produits agricoles», dit Dr Nguleka à IPS, ajoutant que l'organisation de l'Assemblée Générale WFO est venue à un moment crucial pour la Zambie qui subit l'une des pires sécheresses induites par le phénomène climatique El Nino qui balaie l'Afrique australe.

"Il est un point critique de notre développement agricole que nous devrions évoquer lors de ce rassemblement pour solliciter des idées et des investissements afin d'améliorer la chaîne de valeur agricole que le gouvernement définit comme pilier principal de l'économie », a déclaré la Présidente du ZNFU, qui est aussi l'actuelle Présidente de l'Organisation Mondiale des Agriculteurs (WFO).

Soulignant le défi de l'accès aux marchés et sous-mécanisation, la Présidente du WFO espère que la Zambie utilisera la plate-forme pour apprendre des pays qui ont mécanisé et récolté aujourd'hui les fruits de cette initiative.

"Comme vous le savez, la majorité des producteurs sont des petits propriétaires dont la plupart sont des femmes. Les femmes ne sont pas seulement des agriculteurs, mais aussi des gestionnaires à domicile, et équilibrer ces deux fonctions exige un certain mécanisme de base pour réduire le temps passé dans les champs", a t-elle dit, en soulignant l'importance des femmes au développement agricole.

Mais pour *Green Living Movement*, un membre de l'Alliance de la Zambie pour l'Agro écologie et Conservation de la Biodiversité, la conférence devrait veiller à ce que la voix des petits agriculteurs généralement marginalisés dans ces grands événements, soit entendue fort et clair.

«Nous saluons le thème qui est en temps opportun. Mais nous disons non à des partenariats unilatéraux qui favorisent de toute évidence les plus grandes entreprises tandis que les petits agriculteurs sont perdant », explique Emmanuel Mutamba, directeur du Mouvement Green Living et Président de l'Alliance pour l'Agroécologie et la Conservation de la Biodiversité.

Mutamba mentionne que WFO doit se prémunir contre les intérêts des entreprises égoïstes dont l'agenda est considérablement motivé par le profit. «Le changement climatique est là pour rester. Nous appelons nos représentants à cette conférence à envisager sérieusement le sort des petits exploitants qui produisent 75 pour cent des

besoins alimentaires du pays et sur la ligne de front des effets du changement climatique. Les technologies durables doivent être recherchées pour leur productivité, ou sinon les partenariats qui émergent ne seront pas logiques sans production," a déclaré Mutamba à IPS, en soulignant l'importance de la lutte contre le changement climatique.

Et dans la valeur ajoutée de l'approche gagnant-gagnant prônée pour, le Projet Cultiver le Futur de l'Afrique (CultiAF) axé sur la réduction des pertes après la pêche de poissons dans l'ouest de la Zambie, pourrait être un parfait exemple.

Après avoir présenté les pêcheurs aux technologies efficaces de manipulation après la pêche, le projet a décidé de financer des idées destinées aux technologies viables qui sont le résultat des efforts conjoints entre les pêcheurs et les chercheurs grâce à une approche recherche-action participative (PAR).

Surnommé Expansion des opportunités d'Affaires pour les Jeunes Africains dans les Chaînes de Valeur Agricoles en Afrique australe, le projet complémentaire CultiAF est financé par le Centre de Recherche du Développement International du Canada (IDRC).

Jonathan Tambatamba, directeur des programmes au ATDF Entrepreneurship Hub (AEH), une société privée contractée par l'IDRC pour mettre en œuvre le projet de commercialisation, évoque "le projet cherche à se distancer de l'approche ordinaire de l'utilisation des communautés pour les intérêts commerciaux après quoi ils sont déversés sans un plan de durabilité ».

En dehors de la formation d'entrepreneuriat, trois idées nouvelles et créatives seraient choisies et soutenues par une subvention de 5000\$ chacune, et cela résout certains des défis mentionnés dans le processus de (CultiAF) PAR – la durabilité des finances et l'accès aux marchés.

Et pour la vendeuse de poissons, Joyce Inonge Nang'umbili, qui a 35 ans, l'idée d'avoir accès à des marchés fiables construits autour de la chaîne de valeur de l'entreprise locale pourrait être proche d'un miracle. "Pour certains d'entre nous qui ont pris le salage comme la meilleure option pour le traitement du poisson, nous voulons l'accès au marché approprié de poisson salé qui n'est pas très connu par la plupart des consommateurs en Zambie", dit-elle.

Par conséquent, en tant que représentants WFO se réunissant à Livingstone, ils seraient attirés non seulement aux politiques agricoles centrées qui traitent des liens commerciaux, mais aussi des investissements agricoles responsables, avec de conséquences sérieuses sur la lutte contre le changement climatique qui menace l'existence même de l'humanité et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), telle qu'énoncée dans la vision 2030 des Nations Unies.